

du rapport Harmel. Je ne vois aucun désaccord entre cela et les déclarations du premier ministre au sujet de nos politiques extérieure et de défense.

En terminant, je me déclare opposé à l'amendement proposé par le chef de l'opposition officielle (M. Stanfield), parce que, honnêtement et sincèrement, je ne crois pas que le gouvernement cherche, par sa motion, à se retirer dans l'isolationnisme. Il ne manque pas de preuves pour démontrer que le gouvernement actuel, probablement plus que tout autre que je connaisse, fait exactement le contraire. Je ne puis donc appuyer cet amendement. Deuxièmement, il m'est tout à fait impossible d'appuyer l'amendement proposé par le Nouveau Parti Démocratique, lequel demande une véritable politique isolationniste et le retrait total de nos effectifs en Europe. Je ne crois pas que ce soit conforme aux intérêts du Canada ou du monde libre. Troisièmement, en ce qui concerne la résolution du premier ministre, je tiens à souligner que je l'appuie volontiers et ce, sans aucune réserve, dans l'espoir que nous jouerons un rôle utile pour la préservation de la paix au Canada et dans le monde, car nous avons plus à perdre d'une guerre nucléaire que la plupart des pays d'Europe. Nous sommes situés entre les deux grandes puissances et nous devons faire en sorte qu'elles ne se lancent pas dans une guerre nucléaire. Voilà pourquoi je suis confiant que nous jouerons un rôle significatif, durable et réaliste dans le monde actuel.

• (3.50 p.m.)

[Français]

L'hon. Martial Asselin (Charlevoix): Monsieur l'Orateur, nous venons d'entendre l'éloquent exposé du député d'Ontario (M. Cafk) sur le voyage que nous avons fait avec le comité des affaires extérieures et de la défense nationale, relativement à la révision du rôle du Canada au sein de l'OTAN.

Le député d'Ontario semble avoir passablement changé d'idée, puisqu'il a été, au cours de ce voyage, un de ceux qui ont le plus fortement recommandé au comité que le Canada continue à maintenir des forces en Europe, en vue de participer aux accords collectifs de défense de l'OTAN.

Son discours de cet après-midi contredit les remarques et les revendications qu'il avait faites au comité, afin que l'on permette au Canada de continuer, comme auparavant, à laisser outre-mer les troupes qui y sont actuellement cantonnées, en vertu de ses engagements vis-à-vis de l'OTAN, et de jouer son rôle comme il se doit.

Le premier ministre (M. Trudeau) nous parlait, au cours de la campagne électorale, de politique de participation. Je me demande

[M. Cafk.]

si c'est le but qu'il visait en préconisant la révision de la politique extérieure du Canada relativement à l'OTAN, puisque nous avons entendu plusieurs ministres dire exactement le contraire de ce qu'ils avaient prôné antérieurement en cette enceinte.

A ce stade, je voudrais mentionner les déclarations que le ministre des Communications (M. Kierans) et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) ont faites dans cette enceinte, et surtout l'affirmation ferme et catégorique du ministre de la Défense nationale (M. Cadieux) qui, à maintes reprises, a déclaré que le Canada devait demeurer dans l'OTAN, afin de continuer à jouer le rôle qu'il joue depuis 20 ans.

Je me demande si la déclaration confuse et timide du premier ministre sur le nouveau rôle que le Canada devrait jouer au sein de l'OTAN et sur la réduction de ses effectifs n'a pas eu pour seul but de sauver la face du cabinet et d'atténuer les divergences d'opinions qui existent au sein du cabinet et des députés ministériels.

Au fait, monsieur l'Orateur, 17 députés libéraux accompagnaient la délégation au cours de ces visites que nous avons faites à travers l'Europe. Sauf erreur, sur ce nombre, au moins 14 partageaient l'opinion qu'exprime actuellement l'opposition, à savoir que le Canada devrait demeurer au sein de l'OTAN, ne pas réduire immédiatement ses effectifs et éviter que la politique étrangère du Canada s'enlise dans l'isolationnisme et le continentalisme.

Monsieur l'Orateur, si le ministre de la Défense nationale a tempéré jusqu'ici ses déclarations sur la position prise par le cabinet et le premier ministre, c'est qu'il est extrêmement patient. Je suis convaincu qu'il est du même avis que l'opposition et, chaque fois que le ministre de la Défense nationale déclarera que notre rôle au sein de l'OTAN doit être maintenu afin de sauvegarder la paix mondiale et le prestige du Canada dans le concert des nations, il fera toujours l'objet de l'admiration des membres de l'opposition, et recevra leur appui.

Monsieur l'Orateur, comme le disait tantôt le député d'Ontario, nous avons visité beaucoup de pays, notamment l'Angleterre, où nous avons rencontré le ministre de la Défense nationale et celui des Affaires étrangères.

Nous avons aussi visité Genève, où nous avons rencontré M. Ignatieff, représentant du Canada auprès de la Commission de désarmement, qui disait, en substance, qu'il ne croyait pas que le Canada se déciderait à réviser son rôle au sein de l'OTAN de façon à